



COLLECTIF

USINE DU SUD

=

USINE PAYS

COMMUNIQUE du 5 février 2021

La communication de la direction de VALE NC/TRAFIGURA-BEURRIER sur le climat de guerre qui sévit sur le site du complexe minier/industriel de Goro, n'est pas honnête. Qui est la victime et qui est l'agresseur ?

Les coutumiers de l'ICAN ont participé à la réunion du CICS convoquée par la présidente de la province sud, dont l'ordre du jour s'inscrit dans le prolongement du tour de table tenue au Haut-Commissariat le 12 janvier 2021.

Il n'y a pas eu de **large consensus** et de **transparence environnementale** car les conditions de la rencontre sont celles imposées par la présidente avec le soutien de l'État.

Nous avons confirmé notre accord pour la réalisation des 7 études et expertises dont l'objectif est d'établir un bilan environnemental du complexe minier et industriel après 20 ans d'activités. Ce bilan est primordial car le bilan environnemental de l'OEIL- observatoire de l'environnement- laisse apparaître une réelle dégradation ces dernières années de l'environnement du grand sud, conséquence des rejets de l'usine VALE, du bassin de résidus K02, du port et de la centrale à charbon Prony Energie.

L'ican a pris acte du fait que la présidente de la Province sud doit incessamment sous peu, publier l'arrêté prescrivant à l'industriel VALE NC, les expertises et le nom des experts. Notre position clairement réaffirmée, est que le travail de sécurisation du barrage K02 et la construction de Lucy-usine de traitement des résidus- sont de la responsabilité de Vale NC et non du repreneur. Notre position s'inscrit en faux avec la démarche de la Présidente de la province sud qui entend organiser dans les plus brefs délais, le transfert de propriété en faveur de PRONY RESSOURCES/TRAFIGURA.

Nous considérons que le « passage en force » de la présidente de la province sud et d'Antonin Beurrier/Trafigura est contraire aux intérêts Calédoniens car elle désengage totalement et dans des conditions incertaines, la multinationale VALE Toronto de toutes ses responsabilités dès la signature de l'acte de vente.

La présidente de la Province Sud, lors de cette séance, a aussi affirmé en réponse à l'intervention du secrétaire du comité d'entreprise de VALE NC, que sa préoccupation première est la reprise rapide de l'activité de l'usine.

A l'intention des coutumiers membres de l'ICAN, Mme BAKES a aussi indiqué que sa porte est toujours ouverte étant entendu que son choix était fait avec Prony Ressources. La société Prony

Ressources est une société fictive qui n'est toujours pas constitué et dont on commence à connaître les véritables actionnaires : 1) les privés (50%) : Trafigura + Compagnie Financière de Prony (Beurrier seul actionnaire + 10 cadres de la direction + une société écran) 2) les Calédoniens (51%) : actionnariats salariés et SPMSC (3 provinces).

Pour l'Ican, le double langage de l'État et de l'exécutif de la province sud doit cesser car les orientations actuelles ne sont pas viables, pour l'usine du Sud et à fortiori pour la paix en province sud et dans le pays.

L'ICAN entend poursuivre la discussion avec la province sud, pour voir concrétiser les engagements pris dans les plus brefs délais, les engagements pris sur la stabilisation du bassin KO2, sur le traitement des résidus avec LUCY.

L'ICAN rappelle à la Province Sud que le consentement préalable éclairée des autorités coutumières reste un élément fondamental pour trouver une solution durable à l'avenir de l'Usine du Sud.

L'ICAN est preneur de toutes propositions qui permettraient d'avancer.

Pour l'ICAN

Le président du CCDK



Le secrétaire général du comité Rhéébù Nùù

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, connected strokes.